

JACQUES PHILIPPONNEAU

Au-dessus du volcan

Lettres italiennes

(2017-2022)

Postface

L'actualité récente confirme lourdement les analyses et le titre de ce recueil. Il y a là peu de mérite, tant ces évidences semblent aveuglantes pour qui se donne la peine d'observer sans œillères idéologiques la réalité conflictuelle de son temps. Et pour ce faire il existe une méthode infail-
lible, il suffit d'y prendre part. Ces quelques commentaires, au risque de se répéter, seront donc lapidaires.

L'embrasement des banlieues de cet été, qui excède d'ores et déjà en intensité celui de 2005, révèle le mélange d'aveuglement, d'incapacité et d'illusions de cette société devant des événements pourtant si aisément prévisibles. Éclairés par le précédent américain, vieux d'une soixantaine d'années, on devait s'attendre sans doute possible à ce que les mêmes causes produisent les mêmes effets.

En 1965, le sociologue noir américain Kenneth Clark avait parfaitement résumé la raison fondamentale des émeutes, d'une tout autre ampleur, qui venaient d'éclater à Detroit : « Le comportement [des insurgés] dans les ghettos noirs correspond en partie à la volonté inconsciente de détruire le cadre de leur vie qu'ils haïssent. »

Il aura donc fallu cinquante ans pour que tous les responsables politiques successifs laissent se constituer en France des ghettos urbains issus de la colonisation. Cette réalité est désormais irréversible. Le maintien de l'invisibilité relative de cette désintégration sociale spécifique, qui concerne quelque 1 200 quartiers dits sensibles, a été confié progressivement, et maintenant quasi exclusivement, à une

police dont la brutalité et le racisme institutionnel jouent le rôle de pompier pyromane. Pour le reste, la consommation généralisée et l'économie informelle de la drogue produisent l'abrutissement social et l'autodestruction violente pour le contrôle d'un marché dont la construction de milliers de places de prison constitue l'ultime retombée économique. Un cynisme implicitement partagé par tous les décideurs se satisfait, faute de mieux, de cette situation.

Cette partie très jeune de la population, importante mais très minoritaire, considérée comme inutile, abandonnée à une autodestruction secrètement souhaitée, n'existe sporadiquement que comme repoussoir, quand les conditions de vie déshumanisantes quotidiennement imposées la font exploser en un torrent de haine à l'occasion d'une énième bavure policière. Mais la contingence des raisons de sa colère – agrégat de brutalités racistes anti-jeunes et de discriminations, géographique, sociale, ethnique, culturelle, voire religieuse – l'a empêchée, jusqu'à présent, de s'associer à d'autres causes plus universelles comme elle interdit dans les faits, sauf pour un pathétique volontarisme militant toujours déçu, que sa révolte ne devienne, à tout le moins, celle de toute une génération. Dans ces conditions la répétition, année après année, génération après génération, d'émeutes initialement de moins en moins contrôlables mais finalement toujours circonscrites par un déploiement policier lui aussi sans limites, ne sert finalement que de prétexte à l'État pour pérenniser son gouvernement par la peur face à l'éruption de ce nouveau *peuple de l'abîme* qu'il a si patiemment façonné.

En ce qui concerne la longue séquence de ce printemps contre la réforme des retraites en France, qui a compté quinze journées de grève et de manifestations soigneusement espacées par l'intersyndicale pour éviter tout risque de grève générale, je renvoie à mon commentaire de mars 2020 (p. 54) sur l'échec du précédent mouvement, celui de l'hiver 2019-2020. J'en extrais juste la conclusion : « Dans ces conditions, le résultat final, sans intérêt, sans impor-

tance malgré le suspense artificiel, était secondaire devant la nécessité cardinale d'une réhabilitation des syndicats comme pseudo-adversaires et de celle de l'État comme ferme gestionnaire de l'économie. » Cette fois-ci, le sentiment d'avoir été délibérément trahi par les directions syndicales s'est illustré de manière éclatante lors de la manifestation parisienne du 1^{er} Mai : pour la première fois le nombre de manifestants marchant ostensiblement, pour ne pas s'y compromettre, devant la dérisoire kermesse d'un cortège intersyndical suranné était supérieur à celui-ci.

Mais ce qui est plus fondamentalement nouveau en regard de la séquence de 2019-2020 c'est l'affirmation croissante d'une franche répugnance pour le travail – ou *a minima* d'un désintérêt affiché pour une corvée nécessaire ; l'argot ouvrier, plus expéditif, parlait *d'aller au chagrin* –, que les jeunes veulent ajourner le plus possible et les plus âgés écourter le plus vite possible. Ce refus du travail, qui inquiète tant les thuriféraires de l'aliénation laborieuse – du populaire « les gens ne veulent plus travailler » jusqu'à la cuisine sociologique « le travail n'est plus le centre de l'existence » –, dépasse les catégories des emplois pénibles ou des *bullshit jobs* sans intérêt pour s'étendre à la totalité du travail salarié. Dans tous les milieux professionnels la conscience est de plus en plus répandue que la marchandisation du temps de travail s'oppose fondamentalement à une activité librement choisie et que *in fine* la vraie vie lui est sacrifiée. Un des premiers effets en France de ce refus du salariat en tant que tel s'exprime par une crise de recrutement dans tous les domaines d'activité, et ce *malgré* un chômage de masse.

Dans ces conditions, imposer deux années de labeur supplémentaires est apparu comme une provocation. À en juger par les justifications comptables illusoire, il s'agissait bien de cela ; le message se résumant à : nous décidons de votre vie et vous n'avez rien à dire.

Dans les cortèges de ce printemps quelques slogans lumineux ont apporté un éclair de lucidité à la morne résignation

des futurs retraités : « Travailler plus pour gagner plus, mais pour produire quoi ? » ou « Le plein-emploi on en veut pas » ou bien encore le vindicatif « Tu nous mets 64 on te met 68 » ; il y a fort à parier que le slogan « Tout le monde déteste le travail » deviendra bientôt aussi banal et partagé que le désormais si répandu « Tout le monde déteste la police ».

Cette crise du travail oblige par ailleurs tous les gouvernements européens à recruter de la main-d'œuvre étrangère et *en même temps* à jouer la carte de la xénophobie plus ou moins raciste ; une contradiction durable qui contraint notre si inventive modernité à réhabiliter l'antique statut d'ilote : l'étranger laborieux, sans droits, expulsable et corvéable à merci quand il a échappé à la noyade en Méditerranée ou aux Canaries.

Ce printemps a aussi vu s'effondrer le discours officiel sur la pandémie du Covid-19 avec la fin de l'état d'urgence mondial annoncée le 5 mai par l'OMS. En quelques mois donc, le fléau moyenâgeux s'est retrouvé rétrogradé au rang de bénigne infection saisonnière, la campagne de vaccination, si impérative, abandonnée sans phrase et le personnel de santé non vacciné, si odieusement dangereux quelques mois plus tôt, réintégré sans opposition. Le coup de grâce est advenu en juin de cette année, sous la forme d'une étude de l'INSEE sur la surmortalité en France en 2022 par rapport à 2019, révélant que celle-ci est supérieure, *sans covid*, à celles de 2021 et 2020. Cette information ne semble cependant pas avoir troublé les fanatiques de l'hystérie catastrophiste. Quant à l'origine du virus, bien que tout converge maintenant (par défaut d'un introuvable réservoir animal naturel qu'on ne fait même plus mine de chercher) vers une fuite de laboratoire suite à une expérimentation de gain de fonction et malgré une alerte de nombreux scientifiques demandant un moratoire de ces expérimentations (cf. *Le Monde* des 9/11/22 et 21/11/22), on est rassuré d'apprendre que pas moins de quarante laboratoires P4 vont s'ajouter à la quinzaine existant déjà sur cette

planète pour le plus grand bien de la recherche médicale. Tout cela dans une indifférence amnésique remarquable alors que se profilent l'établissement d'une carte d'identité numérique associée à un passeport sanitaire européen et la reconnaissance faciale pour les JO de 2024 à Paris.

Mais la palme de l'amnésie et de la double pensée revient bien sûr au despotisme chinois arc-bouté sur sa stratégie du zéro covid jusqu'en novembre 2022. La fuite spectaculaire de milliers d'ouvriers menacés d'un nouveau confinement carcéral dans leur usine et quelques manifestations antigouvernementales éparses, suite à l'incendie meurtrier d'un immeuble au Xinjiang provoqué par les mesures de sécurité anti-covid, ont suffi à renverser subitement la position officielle chinoise et à lever sans délai toutes les mesures coercitives : la Chine siège aussi sur un volcan et les titulaires du mandat du Ciel sont conscients de sa fragilité. Les experts chinois qui la veille qualifiaient le Covid-19 de pneumonie mortelle ont pu du jour au lendemain affirmer avec la même autorité que ce n'était plus qu'un problème bénin relevant d'une prophylaxie individuelle. S'il avait fallu une demi-année pour opérer ce virage en Occident, la Chine bureaucratique montrait sa supériorité en vingt-quatre heures. En décembre, la disparition immédiate des données officielles de victimes de la maladie attestait de son nouveau statut : ce qui n'apparaît plus n'existe plus et bientôt n'aura jamais existé.

Mais le plus notable et le plus encourageant de l'actualité récente en France réside bien sûr dans la montée en puissance d'un courant anti-industriel radical qui s'est rassemblé autour du collectif « Les Soulèvements de la Terre ». Pour la première fois depuis les grandes luttes post-68 (Larzac, Creys-Malville, Plogoff) un mouvement d'une grande diversité, s'opposant au saccage accéléré du pays, peut rassembler d'importantes manifestations de désobéissance civile et de sabotage contre tous les grands projets destructeurs. Ce mouvement est désormais cumulatif et ce n'est pas une dissolution administrative qui y changera quelque chose :

« On ne dissout pas un soulèvement. » Il est significatif que la *bataille* de Sainte-Soline le 24 mars dernier, où 30 000 manifestants étaient explicitement appelés à défier l'interdiction de manifester, concernait la fuite en avant démente d'une agriculture industrielle littéralement mortifère, ravageant sans frein la nature et la santé publique, mais soutenue jusqu'aux dernières extrémités par l'État. Si ce mouvement est avant tout porté majoritairement par des jeunes plutôt éduqués, le côté universel de sa critique concernant chaque être humain de cette planète indépendamment de toutes les singularités d'âge, de genre, de race, de condition sociale, lui permet d'agréger une sorte de parti historique en formation qui, en tant qu'intelligence de l'autodéfense du vivant, peut légitimement s'affirmer comme le *parti de la vie*.

En lui déclarant la guerre lors du rassemblement de Sainte-Soline (5 000 grenades tirées en deux heures, 200 blessés dont 40 graves, deux d'entre eux entre la vie et la mort pendant de longues semaines) le gouvernement est parfaitement conscient de l'enjeu : il s'agit de précipiter un affrontement ouvert, de casser préventivement par la force un mouvement en rapide croissance avant qu'il ne soit trop fort, d'affirmer la prééminence de l'État *contre* la société. Car seule la violence indiscriminée contre tous les participants peut parvenir à briser un mouvement sans dirigeants et sans organisation identifiable, comme l'a montré le succès de la répression contre les Gilets jaunes après des mois de violences policières continues.

En face se clarifie, au-delà de tous les faux-semblants politiques, de l'extrême droite à l'extrême gauche, une sorte de parti du Titanic. Il cristallise un obscurantisme technophile d'aterrants crétins rassemblés autour du nucléaire, de la numérisation totale de la société, de l'agriculture industrielle, de la consommation compulsive, du divertissement et du tourisme de masse, toutes choses garanties et imposées par l'État.

Le despotisme occidental en formation ne va certainement pas finir en despotisme éclairé mais au contraire, pour sauver

le cœur de son progressisme techno-industriel aveugle, réunir tous les archaïsmes réactionnaires d'une société en déroute. Ce parti de l'ordre et de la loi ne peut que se rassembler autour d'un État devenu otage de sa police, traçant ainsi une ligne de démarcation nette et sans ambiguïté.

En déclarant la guerre à un éco-terrorisme fantasmagorique le ministre de l'Intérieur ne fait donc que reprendre légitimement la définition du terrorisme élaborée par l'UE: « Toute infraction commise intentionnellement par un individu ou un groupe contre un ou plusieurs pays, leurs institutions ou leurs populations, et visant à les menacer et à porter gravement atteinte ou à détruire les structures politiques, économiques ou sociales d'un pays. »

Le président actuel est probablement l'homme politique le plus méprisé et le plus haï depuis Napoléon III, autre aventurier arrivé par accident au pouvoir suprême. Et nul ne peut affirmer qu'il ne finira pas aussi honteusement que son modèle revendiqué dont la chute avait ouvert la voie à la Commune.

Mais on peut d'ores et déjà porter à son crédit, grâce à sa morgue, sa suffisance, son ignorance de la réalité et sa réelle incompetence de pur communicant (qu'on pense seulement au fiasco systématique de sa politique étrangère), d'avoir précipité en France la formation de ces deux partis antagoniques et de représenter avec brio celui qui choisit avec méthode et constance le chemin de l'apocalypse.

En résumé, comme le disait un slogan de ce printemps : « Ils sont en guerre, nous sommes en lutte. »

Le 6 juillet 2023

Editions de l'Encyclopédie des Nuisances
Les Amis de Bartleby, octobre 2023
lesamisdebartleby.wordpress.com